



BUREAU DU DIRECTEUR
PARLEMENTAIRE DU
BUDGET

OFFICE OF THE
PARLIAMENTARY
BUDGET OFFICER

Suivi des dépenses : troisième trimestre de 2015-2016

Ottawa, Canada
15 avril 2016
www.pbo-dpb.gc.ca

Le directeur parlementaire du budget (DPB) est chargé de fournir au Parlement des analyses indépendantes sur l'état des finances publiques, les prévisions budgétaires du gouvernement et les tendances de l'économie nationale. À la demande d'un comité ou d'un parlementaire, il est tenu de faire une estimation des coûts de toute proposition concernant des questions qui relèvent de la compétence du Parlement.

La présente analyse traite de la mise en œuvre, durant les neuf premiers mois de l'exercice, du plan des dépenses du gouvernement présenté dans le budget de 2015.

Le présent rapport a été préparé par le personnel du directeur parlementaire du budget. Duncan MacDonald et Nigel Wodrich ont rédigé le rapport. Jason Jacques a fourni des commentaires. Patricia Brown et Jocelyne Scrim ont participé à la préparation du rapport aux fins de publication. Pour obtenir plus de renseignements, veuillez envoyer un message à pbo-dpb@parl.gc.ca.

Jean-Denis Fréchette
Directeur parlementaire du budget

Table des matières

Résumé	1
1. Contexte	2
2. Points saillants	2
3. Dépenses réparties par grands secteurs	7
3.1. Affaires économiques	8
3.2. Affaires sociales	11
3.3. Affaires internationales	12
3.4. Affaires gouvernementales	13
Notes	16

Résumé

Les dépenses gouvernementales pour les neuf premiers mois de 2015-2016 s'élèvent à 187,7 milliards de dollars, soit une hausse de 4,8 % par rapport à la même période l'an dernier (179,1 milliards) qui tient à une augmentation des paiements de transfert pour les chômeurs et à des dépenses d'immobilisations plus importantes.

Les prestations d'assurance-emploi (AE) ont augmenté de près de 1 milliard de dollars (7,4 %) par rapport à la même période en 2014-2015. D'après Statistique Canada, le nombre de bénéficiaires d'AE a augmenté de 35 900 (7,1 %) entre janvier 2015 et janvier 2016, ce qui est en grande partie attribuable à la hausse du chômage en Alberta et dans d'autres régions qui dépendent du secteur de l'énergie. Parallèlement, le taux de chômage national est passé à 7,3 % en février 2016, soit son niveau le plus haut en trois ans.

La croissance des dépenses d'immobilisations correspond aux 393 millions de dollars d'investissement fédéral dans les infrastructures promis dans le budget de 2015 pour 2015-2016. Le budget de 2016 prévoit aussi de consacrer 3,4 milliards de plus aux biens fédéraux sur les cinq prochaines années.

Globalement, le profil de dépenses de cet exercice est semblable à celui des deux exercices précédents. Le DPB estime que le gouvernement ne dépensera pas un montant de 8,8 milliards de dollars, y compris les affectations bloquées. C'est plus que la projection la plus récente du ministère des Finances, qui était de 6,5 milliards.

1. Contexte

Chaque année, le Parlement approuve la stratégie financière et économique présentée dans le budget. Cette stratégie est mise en œuvre par des lois de crédits ou d'autres lois habilitantes, comme les lois d'exécution du budget.

Depuis 2010, le directeur parlementaire du budget (DPB) suit la mise en œuvre du budget et des dépenses des quelque 400 programmes du gouvernement pour voir si celui-ci respecte globalement ses engagements en matière de dépenses dans l'exercice en cours.

Cette analyse du plan de dépenses (aussi appelé budget des dépenses) du gouvernement facilite l'exercice du droit de regard parlementaire sur les dépenses de l'État. Le *Suivi des dépenses* du DPB est publié tous les trois mois.

2. Points saillants

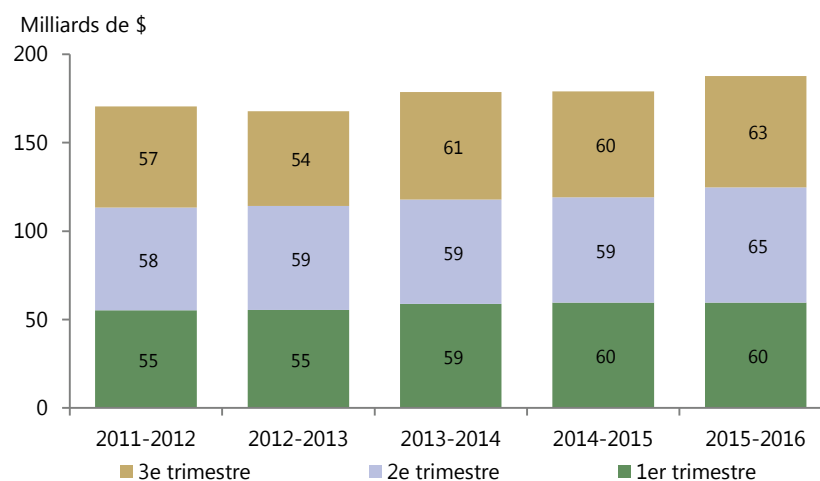
Après neuf mois, les dépenses totales du gouvernement en 2015-2016 s'élèvent à 187,7 milliards de dollars, soit une hausse de 4,8 % par rapport aux 179,1 milliards dépensés dans le même intervalle en 2014-2015. La majeure partie de cette augmentation des dépenses est intervenue au deuxième trimestre de l'année (une augmentation de 5,7 milliards), et 2,9 milliards supplémentaires ont été dépensés au troisième trimestre, c'est-à-dire en octobre, novembre et décembre 2015 (figure 2-1).

Les dépenses se répartissent en quatre grandes catégories :

- dépenses de programme directes (DPD);
- principaux transferts aux particuliers (PTP);
- principaux transferts aux autres ordres de gouvernement (PTOG);
- frais de service de la dette (FSD).

Les DPD constituent la plus grande catégorie de dépenses, suivie de près par les principaux transferts, à savoir les PTP et les PTOG (figure 2-2).

Figure 2-1 Total des dépenses après neuf mois

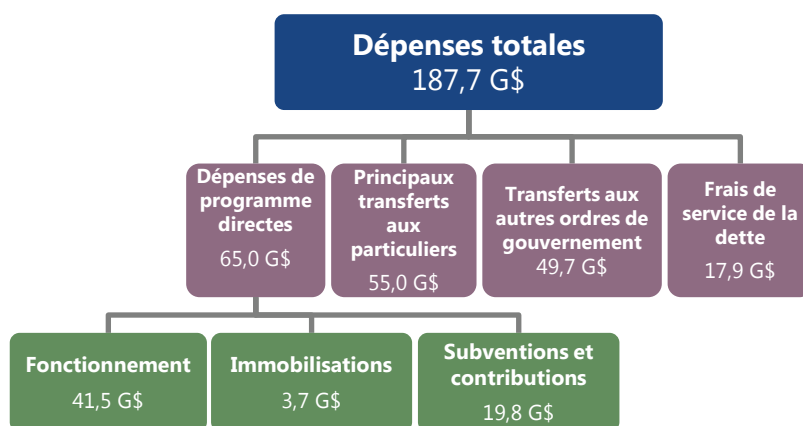


Sources : Calculs du receveur général et du directeur parlementaire du budget.

Note : Les totaux établis pour 2014-2015 et pour 2015-2016 excluent les charges ponctuelles associées à l'instauration d'un système d'administration des arriérés de paye.

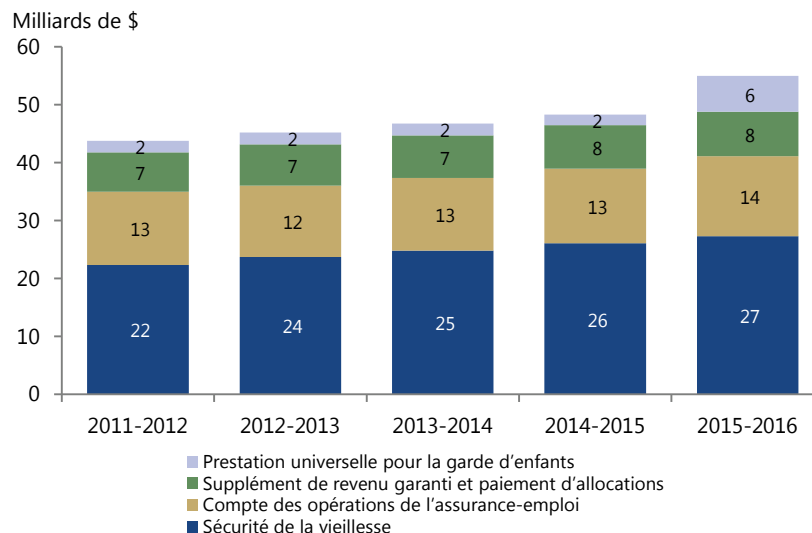
Les principaux transferts ont toujours augmenté régulièrement, cette année marquant une exception. En 2015-2016, les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 13,9 %, ce qui tient pour l'essentiel à la majoration de la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE) (figure 2-3)¹. Dans le budget de 2016, le gouvernement s'est engagé à éliminer la PUGE, ainsi que la Prestation fiscale canadienne pour enfants et le Supplément de la prestation nationale pour enfants, pour le remplacer par une nouvelle allocation canadienne pour enfants².

Figure 2-2 Composantes des dépenses



Source : Directeur parlementaire du budget.

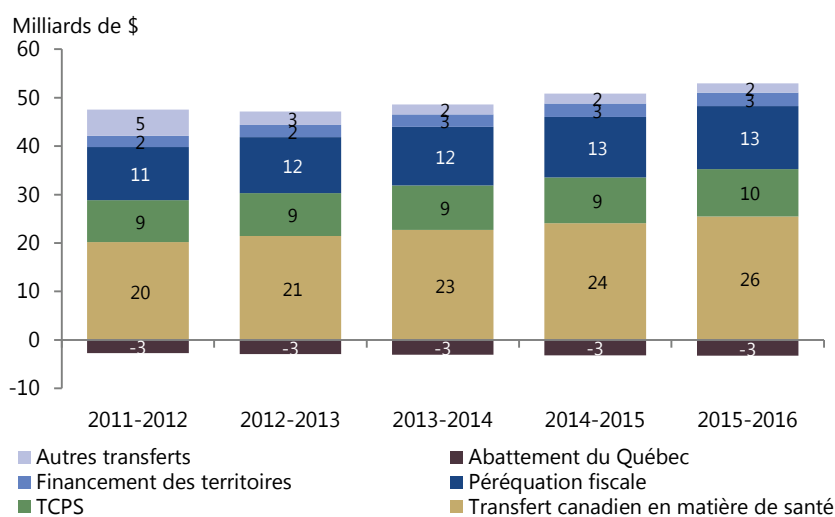
Figure 2-3 Composantes des principaux transferts aux particuliers



Source : Directeur parlementaire du budget.

L'augmentation des TOG est plus régulière en raison des lois qui prévoient la hausse annuelle de certains de ces transferts. Dans les neuf premiers mois de l'exercice, les PTP ont augmenté de 2,0 milliards de dollars (4,2 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent (figure 2-4), principalement en raison de l'augmentation du Transfert canadien en matière de santé, qui croîtra de 6 % par an jusqu'en 2016-2017, avant de revenir à une moyenne mobile sur 3 ans de la croissance du PIB nominal, soit un minimum de 3 % à partir de 2017-2018³.

Figure 2-4 Principaux transferts aux autres ordres de gouvernement

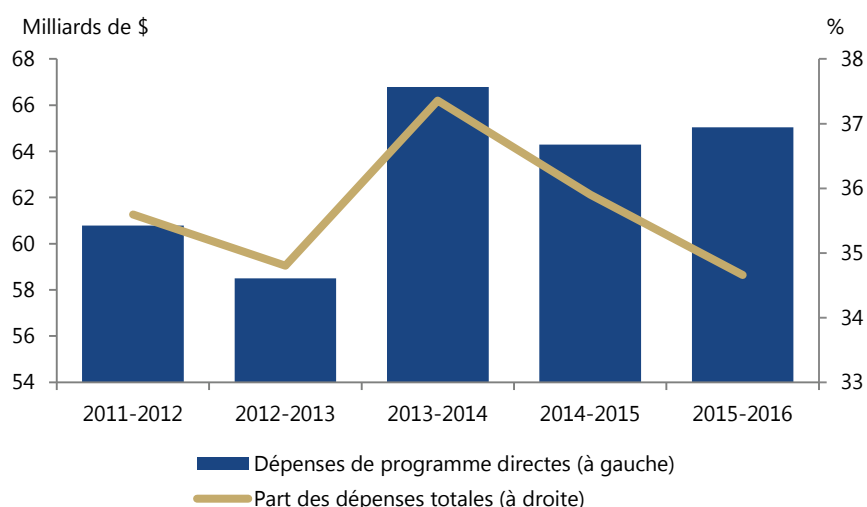


Source : Directeur parlementaire du budget.

Note : TCPS = Transfert canadien en matière de programmes sociaux.

L'augmentation de ces dépenses législatives pour les principaux programmes de transfert est généralement fixe. Ces augmentations prévues signifient qu'on verra une variation des dépenses dans les DPD, qui comprennent les dépenses d'immobilisations et de fonctionnement du gouvernement, ainsi que des programmes ciblés de subventions et contributions. Les DPD ont augmenté de 742 millions de dollars en un an pour atteindre 65,0 milliards, mais leur augmentation de 1,2 % a été éclipsée par la croissance globale de 6,8 % des principaux transferts. Résultat, les DPD, exprimées comme portion des dépenses totales, ont continué de diminuer aux trois premiers trimestres de 2015-2016, pour ne plus représenter que 34,7 % de l'ensemble des dépenses (figure 2-5).

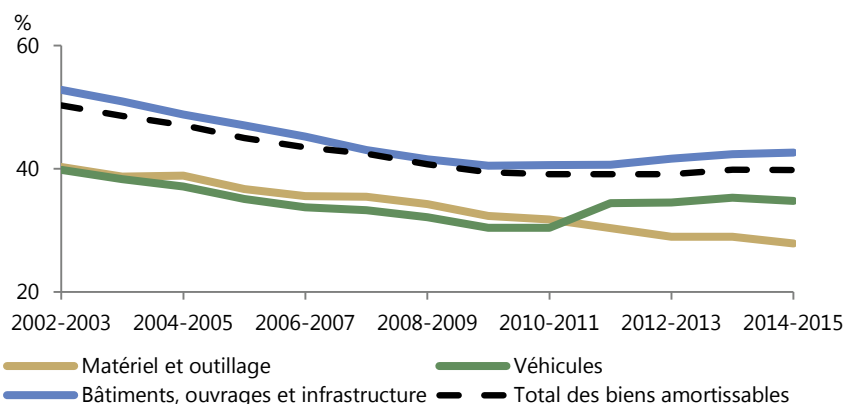
Figure 2-5 Part des DPD après neuf mois



Source : Directeur parlementaire du budget.

Dans les DPD, seules les dépenses d'immobilisations ont enregistré une hausse substantielle, soit de 358 millions de dollars (10,6 %), qui fait suite à l'engagement pris dans le budget de 2015 de fournir 5,8 milliards sur six ans pour renouveler des infrastructures fédérales et des écoles situées dans des réserves⁴. Le gouvernement réitère cet appui dans le budget de 2016, où il promet 3,4 milliards de dollars sur cinq ans pour le renouvellement de l'infrastructure fédérale. Ces investissements aideront à rajeunir globalement les infrastructures et à améliorer l'état des immobilisations appartenant à l'État. Les investissements fédéraux des sept dernières années ont stabilisé la qualité des biens fédéraux, mais ceux-ci n'en demeurent pas moins vieux en général. En moyenne, la plupart des immobilisations fédérales ont déjà dépassé la moitié de leur durée de vie utile (figure 2-6)⁵.

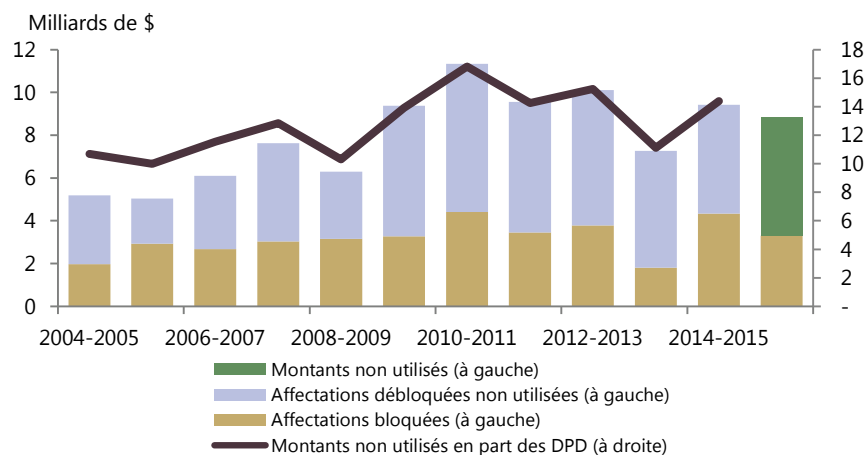
Figure 2-6 Part non amortie de l'infrastructure fédérale non militaire



Sources : Comptes publics du Canada de 2003 à 2015 et calculs du DPB.

En dehors de l'augmentation des dépenses d'immobilisations, les dépenses globales sont de manière générale inchangées. Proportionnellement aux autorisations totales, les dépenses des trois premiers trimestres de 2015-2016 sont très semblables à celles des deux derniers exercices. Le DPB a produit à partir du profil de dépenses de ces deux exercices précédents une estimation des dépenses non effectuées en 2015-2016. Si les tendances historiques se maintiennent, le gouvernement devrait dépenser un total budgétaire de 241,8 milliards de dollars. Cela signifierait qu'il ne dépenserait pas un montant de 8,8 milliards, y compris les affectations bloquées (figure 2-7). Ce total serait supérieur aux 6,5 milliards prévus dans le budget de 2015⁶.

Figure 2-7 Les dépenses non effectuées pourraient être plus importantes que prévu initialement au budget



Sources : Comptes publics du Canada de 2005 à 2015 et directeur parlementaire du budget.

3. Dépenses par grands secteurs

Figure 3-1 Dépenses pangouvernementales

Catégories thématiques de dépenses	Dépenses après neuf mois en millions de dollars	Dépenses après neuf mois changement en pourcentage	Autorisations changement (%) a/a
Affaires économiques	134 526 \$	3,0%	2,3%
Une croissance économique forte	74 805 \$	1,0%	1,2%
La sécurité de revenu et l'emploi pour les Canadiens	38 849 \$	4,9%	4,9%
Une économie axée sur l'innovation et le savoir	19 260 \$	7,8%	4,5%
Un environnement propre et sain	1 265 \$	-4,0%	-8,1%
Un marché équitable et sécurisé	346 \$	19,5%	1,4%
Affaires sociales	35 352 \$	16,0%	10,8%
Une société diversifiée qui favorise la dualité linguistique et l'inclusion sociale	11 309 \$	67,1%	43,0%
Un Canada sécuritaire et sécurisé	17 941 \$	1,8%	1,6%
Des Canadiens en santé	4 660 \$	1,3%	-0,9%
Une culture et un patrimoine canadiens dynamiques	1 442 \$	-2,1%	-1,5%
Affaires internationales	4 137 \$	14,3%	5,3%
La réduction de la pauvreté dans le monde grâce au développement international durable	1 836 \$	27,2%	12,6%
Un monde sécuritaire et sécurisé grâce à l'engagement international	2 149 \$	1,2%	-1,1%
Un Canada prospère grâce au commerce international	148 \$	192,7%	8,9%
Un partenariat nord-américain fort et mutuellement avantageux	4 \$	6,0%	0,2%
Affaires gouvernementales	13 562 \$	0,3%	0,3%
Des activités gouvernementales bien gérées et efficaces	11 757 \$	-2,1%	-0,6%
Un gouvernement fédéral transparent, responsable et sensible aux besoins des Canadiens	1 272 \$	27,5%	12,8%
Des institutions démocratiques fortes et indépendantes	533 \$	4,5%	5,8%
Le rajustement salarial	4 \$		
Suspens	196 \$		
Gouvernement du Canada	187 653 \$	4,8%	3,9%

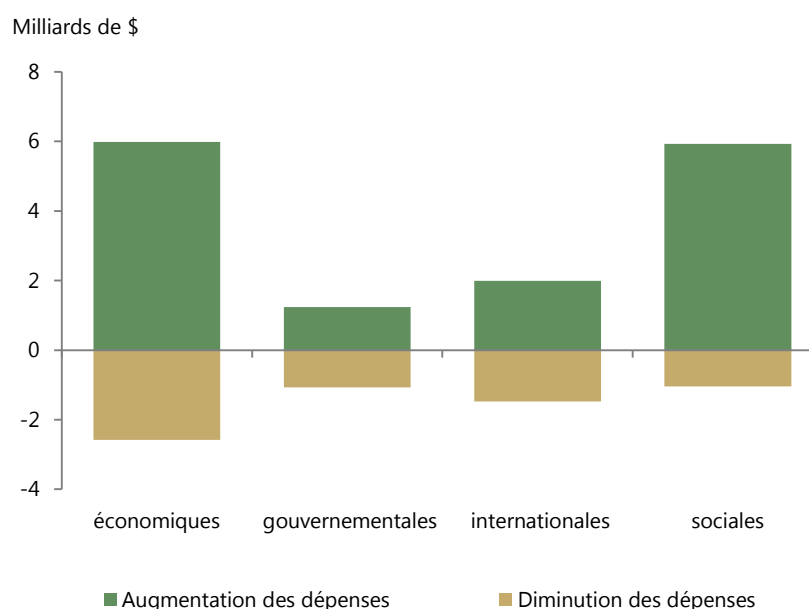
Source : Directeur parlementaire du budget.

Remarque : Les autorisations totales comprennent le Budget principal des dépenses et tous les Budgets supplémentaires des dépenses.

Le gouvernement classe chaque dollar qu'il dépense par catégorie de politique (figure 3-1). Il y a quatre rubriques principales et seize sous-rubriques. Les principales rubriques (affaires économiques, affaires sociales, affaires internationales et affaires gouvernementales) visent à saisir l'essence des dépenses du gouvernement. Le suivi des dépenses dans ce cadre permet aux parlementaires de se concentrer sur les objectifs et priorités stratégiques du gouvernement.

Chaque catégorie compte un certain nombre de programmes. Les dépenses dans ces programmes varient avec le temps, certains augmentant les leurs et d'autres les réduisant⁷. Après neuf mois, la majorité des changements dans les différentes catégories sont des augmentations de dépenses (figure 3-2).

Figure 3-2 Total des changements dans les dépenses de programme dans le cadre pangouvernemental



Source : Directeur parlementaire du budget.

3.1. Affaires économiques

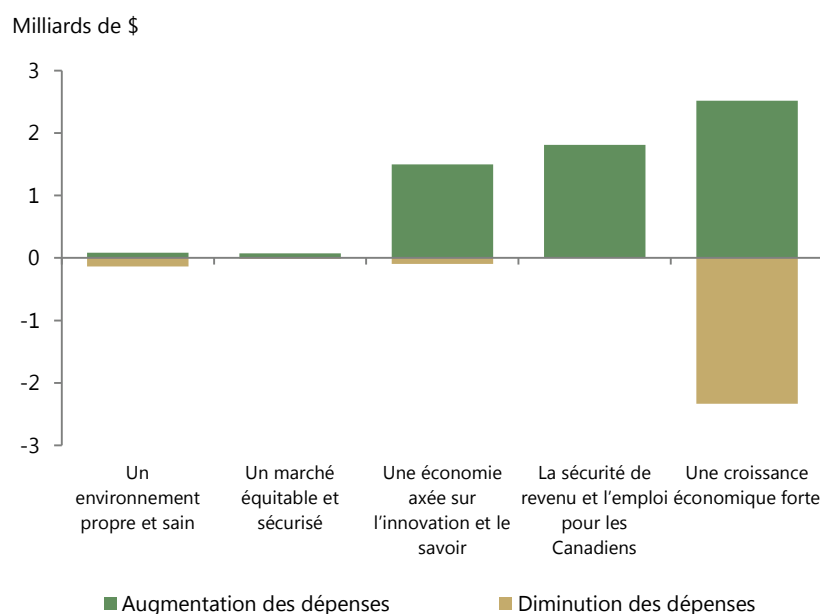
Après neuf mois, les dépenses dans la catégorie des **affaires économiques** atteignent 134,5 milliards de dollars en 2015-2016, soit une hausse de 3,0 % par rapport à la période précédente, alors que les autorisations de dépenses dans cette catégorie ont augmenté de 2,3 %. Dans chaque sous-catégorie, les dépenses varient d'un exercice à l'autre (figure 3-3). Les sous-catégories où les augmentations sont les plus fortes sont « *Une économie axée sur l'innovation et le savoir* » (+1,41 milliard, soit 7,8 % de plus qu'au cours de la

même période de neuf mois précédente) et « *La sécurité de revenu et l'emploi pour les Canadiens* » (+1,8 milliard, soit 4,9 %).

Dans la sous-catégorie « *Une économie axée sur l'innovation et le savoir* », les dépenses de deux programmes ont beaucoup augmenté. Les dépenses du programme d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) intitulé Compétences et emploi ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (6,6 %) en raison des paiements accrus de l'assurance-emploi, tandis que celles du programme associé à Énergie atomique du Canada limitée (EACL) ont augmenté de 210 millions (80 %).

Figure 3-3

Total des changements dans les dépenses de programme dans la catégorie des affaires économiques



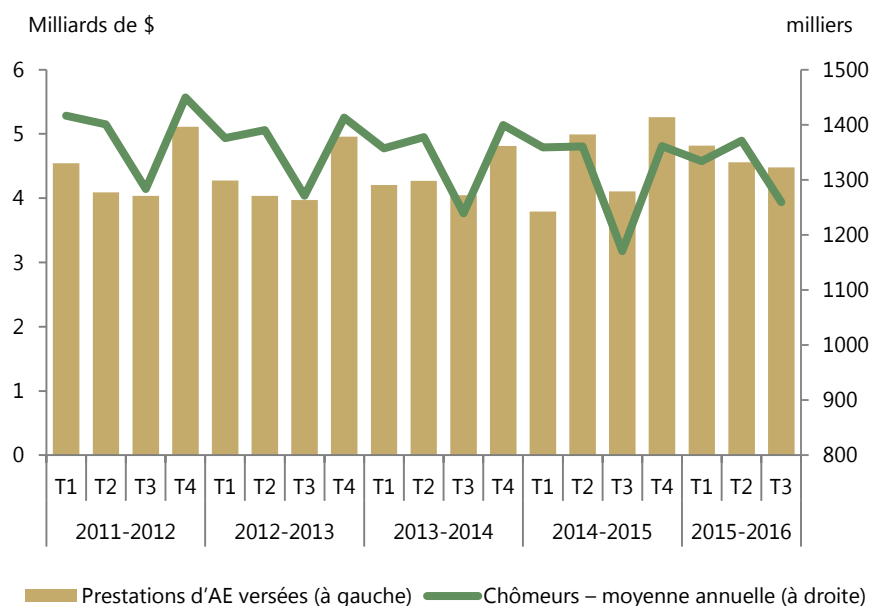
Source : Directeur parlementaire du budget.

Au terme des trois premiers trimestres de 2015-2016, les prestations d'assurance-emploi (AE) atteignent 13,85 milliards de dollars, soit une hausse de 0,96 milliard (7,4 %) par rapport à la même période en 2014-2015 (figure 3-4). D'après Statistique Canada, le nombre de bénéficiaires d'AE a augmenté de 35 900 (7,1 %) entre janvier 2015 et janvier 2016, ce qui est en grande partie attribuable à la hausse du chômage en Alberta et dans d'autres régions qui dépendent du secteur de l'énergie. Parallèlement, le taux de chômage national est passé en février 2016 à 7,3 %, soit son niveau le plus haut en trois ans.

Pour faire face à ces pressions, le gouvernement s'est engagé dans le budget de 2016 à apporter plusieurs changements au système de l'assurance-emploi, y compris la réduction de moitié du délai de carence de

l'AE, pour le ramener à une semaine, et la prolongation de cinq semaines des prestations d'AE dans les régions qui connaissent des périodes de chômage anormales. Le gouvernement estime que ces changements coûteront 2,5 milliards de dollars sur les deux prochaines années⁸.

Figure 3-4 Prestations d'assurance-emploi versées par trimestre



Sources : Statistique Canada, directeur parlementaire du budget.

Note : Les prestations en espèces entre avril et septembre 2014 ont été lissées.

Dans la sous-catégorie « *La sécurité de revenu et l'emploi pour les Canadiens* », les dépenses de Sécurité du revenu d'EDSC ont augmenté de 1,5 milliard de dollars (4,3 %) en raison de la hausse des paiements aux personnes âgées au titre de la Sécurité de la vieillesse (SV). L'augmentation des prestations est prédéfinie par la loi, qui prévoit une hausse annuelle liée à l'inflation. Le gouvernement s'est engagé dans le budget de 2016 à étudier le bien-fondé d'un indice d'inflation « axé sur les personnes âgées » qui pourrait encore faire grimper le coût des prestations de la SV.

Accords sur les ressources extracôtières

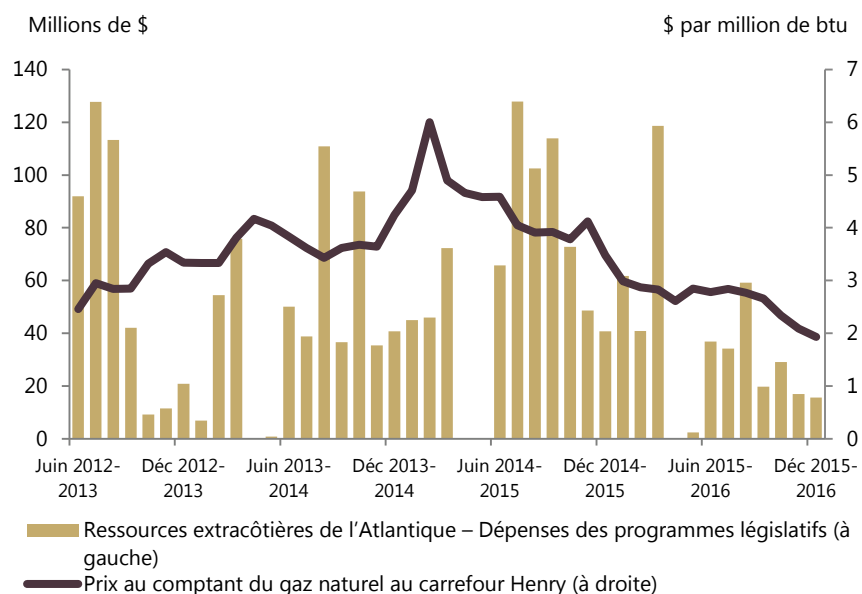
Les accords originaux ont été conclus dans les années 1980 pour la gestion des ressources pétrolières et gazières situées au large des côtes de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve-et-Labrador. Ils prévoyaient le transfert à la province concernée de recettes perçues par le Canada pour ces ressources.

Les dépenses des programmes législatifs relatifs à la région du Canada atlantique de Ressources naturelles Canada (RNCa) ont baissé, ce qui compense ces augmentations. Les dépenses totales après neuf mois en 2015-2016 atteignent 214 millions de dollars, soit une baisse de 358 millions (63 %) par rapport aux 572 millions dépensés en 2014-2015. Les programmes législatifs de RNCa administrent les programmes de transfert pour la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador mis sur pied par les lois de mise en œuvre des accords sur les ressources extracôtières de l'Atlantique. Dans son plus récent rapport financier trimestriel, RNCa indique que la baisse des prix des hydrocarbures entraîne une réduction des paiements de transfert

vers les deux provinces⁹. La baisse continue du prix du gaz naturel semble devoir durer, ce qui fera encore baisser les paiements de transfert prévus par les accords (figure 3-5).

Figure 3-5

Baisse des transferts de RNCan aux provinces de l'Atlantique



Sources : Directeur parlementaire du budget et Energy Information Administration des États-Unis.

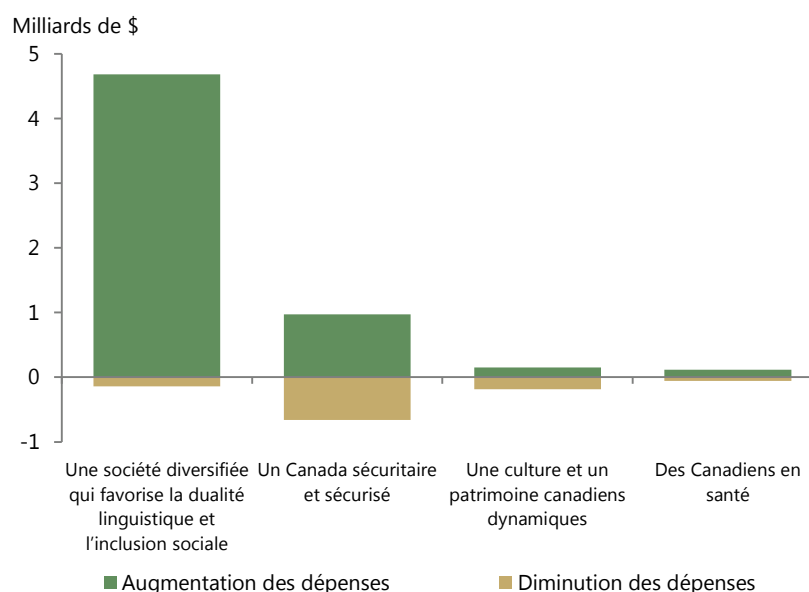
3.2. Affaires sociales

Après neuf mois, les dépenses dans la catégorie des **affaires sociales** s'élèvent à 35,4 milliards de dollars, soit une hausse de 4,9 milliards (16,0 %) par rapport à la période précédente, les autorisations comparables ayant augmenté de 5,2 milliards (10,8 %). La majeure partie de cette augmentation résulte du relèvement de la PUGE à compter de juillet 2015. Cette amélioration des prestations se traduit par une augmentation des dépenses de 4,4 milliards dans la sous-catégorie « *Une société diversifiée qui favorise la dualité linguistique et l'inclusion sociale* » pour les neuf premiers mois de l'exercice. Dans des estimations précédentes, le DPB prévoyait un coût budgétaire de 6,7 milliards pour toute une année de PUGE bonifiée¹⁰.

On relève également des variations dans la sous-catégorie « *Un Canada sécuritaire et sécurisé* » (+313 millions de dollars, soit 1,8 %). Les dépenses nettes des programmes associés à cette sous-catégorie au sein de l'Agence des services frontaliers du Canada et de Service correctionnel Canada ont baissé de 83,9 et 128,7 millions, respectivement, dans les neuf premiers mois

de 2015-2016, principalement à cause des frais de personnel et du règlement ponctuel à l'exercice précédent d'indemnités de départ^{11, 12}. Les dépenses du ministère de la Défense nationale liées à cette sous-catégorie ont augmenté de 267 millions de dollars (2,5 %), ce qui comprend une hausse des dépenses de services professionnels, l'achat de munitions, de pièces de rechange pour des navires et de systèmes d'armes, ainsi que des frais de réparation et d'entretien¹³. Parcs Canada a dépensé 72,4 millions de plus sur des routes, des ponts et des canaux dans le cadre de son programme d'investissement en immobilisations¹⁴. En outre, l'achat de nouveaux hélicoptères de transport léger a contribué à une augmentation de 63,4 millions de dollars des frais d'acquisition de Pêches et Océans¹⁵.

Figure 3-6 Total des changements dans les dépenses de programme dans la catégorie des affaires sociales



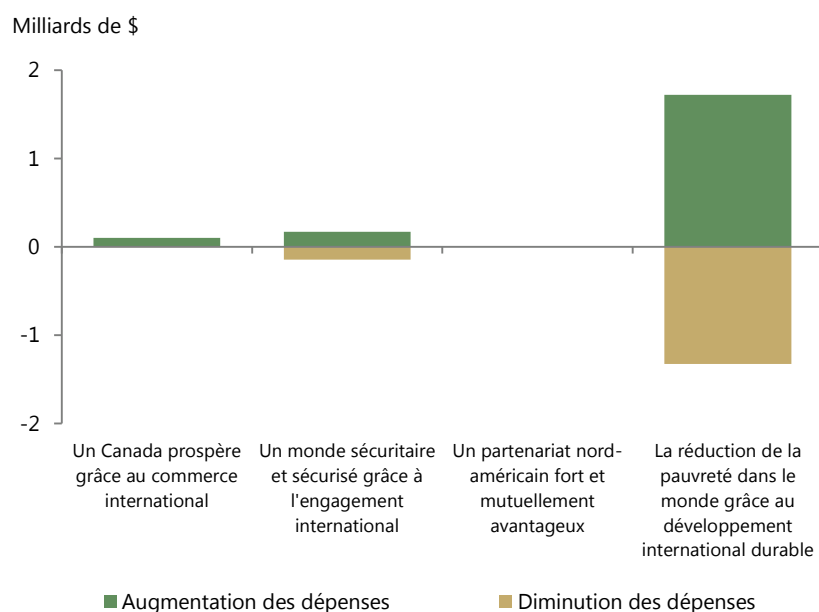
Source : Directeur parlementaire du budget.

3.3. Affaires internationales

Après neuf fois, les dépenses dans la catégorie des **affaires internationales** se chiffrent à 4,1 milliards de dollars, soit une hausse de 14,3 % par rapport à la période précédente, les autorisations comparables ayant augmenté de 5,3 %. Ce changement tient presque entièrement à une augmentation des dépenses de programme dans la sous-catégorie « *La réduction de la pauvreté dans le monde grâce au développement international durable* » (+0,39 milliard, soit 27,2 %) (figure 3-7).

Figure 3-7

Total des changements dans les dépenses de programme dans la catégorie des affaires internationales



Source : Directeur parlementaire du budget.

La plupart des programmes de la sous-catégorie « *La réduction de la pauvreté dans le monde grâce au développement international durable* » étaient auparavant administrés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le sont à présent par Affaires mondiales Canada (AMC). Parallèlement à ce changement, les programmes ont été réorganisés, ce qui rend imparfaites les comparaisons d'une année sur l'autre.

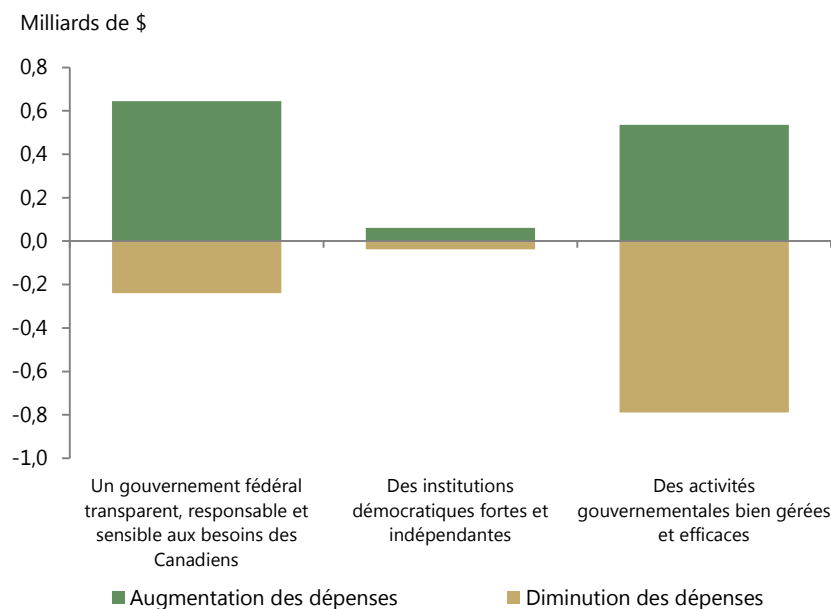
3.4. Affaires gouvernementales

Après neuf mois, les dépenses dans la catégorie des **affaires gouvernementales** atteignent 13,6 milliards de dollars, soit une hausse de 0,3 % par rapport à la période précédente, les autorisations comparables ayant elles aussi augmenté de 0,3 %. La majeure partie de la hausse correspond à la sous-catégorie « *Un gouvernement fédéral transparent, responsable et sensible aux besoins des Canadiens* » (+275 millions, soit 27,5 %) (figure 3-8) et en grande partie à Élections Canada (où les dépenses ont augmenté de 277 millions d'une année à l'autre)¹⁶. Les dépenses coïncident avec la 42^e élection générale d'octobre 2015. Une fois toutes les dépenses des partis et des candidats remboursées, les élections de 2015 auront coûté, d'après les estimations, 443 millions de dollars, soit 153 millions (52,9 %) de plus que celles de 2011 (figure 3-9)¹⁷. L'augmentation des coûts électoraux tient, entre autres, à la période

électorale plus longue, à la création de 30 nouvelles circonscriptions, à l'ajout d'une quatrième journée de vote par anticipation et à l'emploi de plus de personnel en raison d'une plus forte participation¹⁸.

Figure 3-8

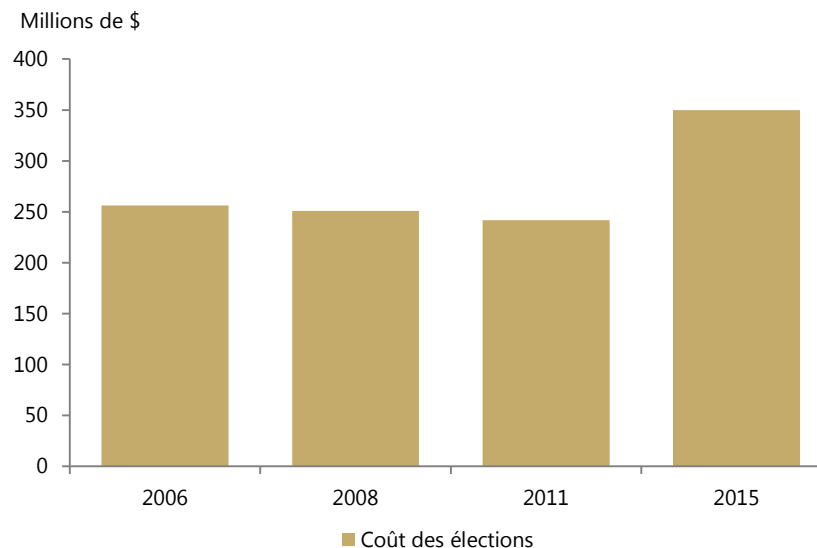
Total des changements dans les dépenses de programme dans la catégorie des affaires gouvernementales



Source : Directeur parlementaire du budget.

On relève aussi des changements notables dans les dépenses des neuf premiers mois de 2015-2016 dans la sous-catégorie « *Des activités gouvernementales bien gérées et efficaces* » (-255 millions de dollars, soit -2,1 %). Services publics et Approvisionnement Canada a enregistré une hausse nette des dépenses de 76,0 millions de dollars, incluant une augmentation de 129 millions pour des travaux de construction et de remise en état (p. ex. la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique, à Cambridge Bay, et la réhabilitation de l'édifice de l'Ouest, à Ottawa) et une augmentation de 74,8 millions pour la réparation et l'entretien de routes, de ports et d'autres ouvrages. Ces augmentations sont en partie compensées par la hausse de 192,7 millions des revenus tirés de projets réalisés pour d'autres ministères¹⁹.

Figure 3-9 Coût des dernières élections générales fédérales



Source : Bureau du directeur général des élections.

Notes : Le montant pour 2015 est préliminaire. Les chiffres sont présentés en dollars de 2002.

Le Secrétariat du Conseil du Trésor a enregistré une baisse nette des dépenses de 71,3 millions de dollars dans les neuf premiers mois de l'exercice. Les dépenses totales des assurances de la fonction publique ont augmenté de 101 millions, principalement en raison de changements au Régime de soins de santé de la fonction publique (RSSFP) qui éliminent la franchise annuelle pour les participants au régime et élargissent les prestations concernant les soins des yeux, les appareils d'appui aérothérapeutique et les services psychologiques²⁰. Les dépenses nettes des assurances de la fonction publique ont été en partie compensées par une augmentation des recettes, le RSSFP passant progressivement à un partage des coûts à parts égales avec les retraités d'ici le 1^{er} avril 2018²¹.

Notes

1. La majorité des paiements au titre de la PUGE bonifiée remontent à juillet 2015 et ils sont analysés plus en détail dans le *Suivi des dépenses : deuxième trimestre de 2015-2016*. Disponible à : http://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2016/Expenditure%20Monitor/Q2/Expenditure%20Monitor%202015-16%20Q2_FR.pdf.
2. Budget de 2016 – Instauration de l'Allocation canadienne pour enfants. Disponible à : <http://www.budget.gc.ca/2016/docs/plan/ch1-fr.html#Toc446106642>.
3. Finances Canada – Transfert canadien en matière de santé. Disponible à : <http://www.fin.gc.ca/fedprov/cht-fra.asp>.
4. Budget de 2015 – Renouvellement de l'infrastructure à l'échelle du pays (page 212). Disponible à : <http://www.budget.gc.ca/2015/docs/plan/budget2015-fra.pdf>.
5. Dans les sous-catégories des véhicules, les aéronefs et les véhicules motorisés reçoivent un investissement continu, alors que les navires et les bateaux en reçoivent relativement moins.
6. Budget de 2015 – Chapitre 5.2 : Perspectives budgétaires. Disponible à : <http://www.budget.gc.ca/2015/docs/plan/ch5-2-fra.html#wb-cont>.
7. L'analyse des exercices 2014-2015 et 2015-2016 dans cette section ne tient pas compte des dépenses de transition vers la rémunération « en arrérages ».
8. Budget de 2016 – Améliorer l'assurance-emploi. Disponible à : <http://www.budget.gc.ca/2016/docs/plan/ch1-fr.html#Toc446106658>.
9. Ressources naturelles Canada – Rapport financier trimestriel (non vérifié) pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2015 (Révisé). Disponible à : <http://www.rncan.gc.ca/publications/rapports-financiers-trimestriel/18182>.
10. Directeur parlementaire du budget. *Les dépenses fédérales au titre de la garde d'enfants et leurs bénéficiaires*, mars 2015. Disponible à : http://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/files/files/Child_Care_FR.pdf.
11. Agence des services frontaliers du Canada – Rapport financier trimestriel – Trimestre ayant pris fin le 31 décembre 2015. Disponible à : <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/agency-agence/reports-rapports/fs-ef/2015/qfr-rft-q3-fra.html>.
12. Service correctionnel Canada – Rapport financier trimestriel – Trimestre ayant pris fin le 31 décembre 2015. Disponible à : <http://www.csc-scc.gc.ca/reporting/007005-1000-2015-2016-03-fra.shtml>.
13. Défense nationale et les Forces armées canadiennes – Rapport financier trimestriel pour le trimestre terminé le 31 décembre 2015. Disponible à :

<http://www.forces.gc.ca/fr/a-propos-rapports-pubs-financiers-trimestriels/decembre-31-2015.page>.

14. Parcs Canada – Rapport financier trimestriel pour le trimestre qui s’est terminé le 31 décembre 2015. Disponible à : http://www.pc.gc.ca/fra/agen/dp-pd/rft-qfr/rep03_2015.aspx.
15. Pêches et Océans Canada – Rapport financier trimestriel pour le trimestre terminé le 31 décembre 2015. Disponible à : <http://www.dfo-mpo.gc.ca/qfr-rft/2015-16/Q3-fra.htm>.
16. Élections Canada – Rapport financier trimestriel 2015-2016 – Trimestre ayant pris fin le 31 décembre 2015. Disponible à : <http://www.elections.ca/content.aspx?section=res&dir=rep/qua/qua2015c&document=index&lang=f>.
17. Bureau du directeur général des élections. *Rapport du directeur général des élections sur la 41e élection générale du 2 mai 2011*, août 2011. Disponible à : http://www.elections.ca/res/rep/off/sta_2011/stat_report2011_f.pdf.
18. Bureau du directeur général des élections. *Rapport sur la 42e élection générale du 19 octobre 2015*, février 2016. Disponible à : http://www.elections.ca/res/rep/off/sta_2015/pdf/stat_report2015_f.pdf.
19. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada – Rapport financier trimestriel pour le trimestre qui s’est terminé le 31 décembre 2015. Disponible à : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/finance/rft-qfr/rft-qfr-31122015-fra.html>.
20. Régime de soins de santé de la fonction publique – Foire aux questions. Disponible à : <https://www.tbs-sct.gc.ca/psm-fpfm/benefits-avantages/health-sante/faq/general-fra.asp>.
21. Rapport financier trimestriel du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada pour le trimestre terminé le 31 décembre 2015. Disponible à : <https://www.tbs-sct.gc.ca/ip-pi/trans/qfr-rft/2015/q3/qfr-rft-fra.asp>.